



OFFREZ-VOUS
UN FESTIVAL
DE CINEMA

Offre valable du 01/07/2023 au 31/07/2023 pour tout abonné résident en France métropolitaine. Pour 2000 FCFA de plus, les abonnés des chaînes Canal+ à l'abonnement peuvent bénéficier de cette offre. Participation à la promotion pour tout abonné résident en France métropolitaine. Offre soumise à validation de Canal+. Offre soumise à validation de Canal+.

TOUTES LES CHAINES
CANAL+ OFFERTES PENDANT

★ **30 JOURS** ★

POUR TOUT REABONNEMENT
+ 2000 FCFA SEULEMENT

CANAL+



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°430 du 6 au 12 juillet 2023



REMANIEMENT MINISTÉRIEL

ASSIMI GOÏTA REPREND LA MAIN

En s'entourant de ses plus proches collaborateurs avec le dernier remaniement ministériel, le chef de l'Etat s'affiche très clairement comme le seul maître à bord, au détriment du Premier ministre Choguel Maïga.

GRATUIT

Ne peut être vendu



ÉDITO

La bonne porte

Chez les Bambaras, il est de coutume d'entendre que l'on reconnaît « la noblesse d'un homme au respect de la parole donnée ». Il est facile de promettre, mais si difficile de s'y tenir. D'autant plus dans certaines conditions, quand durant plus d'une décennie, la personne s'habitue à une vie de privilégié. Les proches eux aussi, bénéficiant de « largesses », poussent pour les garder. Comment leur jeter la pierre ? Au Sénégal, lors d'un discours à la Nation le 3 juillet, le Président Macky Sall a levé l'ambiguïté sur sa candidature à la prochaine présidentielle de 2024, en décidant de ne pas briguer un nouveau mandat. Il est clair que si la teneur de son message avait été autre, sans la négation, les conséquences auraient été terribles pour son pays. Il l'a d'ailleurs bien rappelé : « le Sénégal est au-dessus de ma personne ». Comme toujours, les analyses sont libres et certains assurent qu'il n'avait pas le choix. Il aurait cédé face à la pression. Sur notre continent, et sous de nombreux autres cieux, nous en avons vu beaucoup qui ont fait le forcing. Au final, ce qui compte, c'est le résultat. Et l'histoire retiendra qu'il a fait le choix de sortir par la grande porte. Il y a quelques semaines, j'évoquais dans un éditto l'importance du timing dans la vie. On peut regretter que son allocution ne soit intervenue que maintenant, après toutes ces morts, mais peut-être que le choix n'était pas encore fait. Cette décision, bien qu'elle contribue à apaiser la situation, ne règle pas tout non plus et le Sénégal n'a sûrement pas encore tourné la page du cycle des violences. La décision du Président Sall ne risque pas non plus de faire des émules. Il convient en effet mieux à beaucoup de nos chefs d'États que l'exception sénégalaise reste... sénégalaise.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

100 milliards

C'est le montant en francs CFA que le Mali veut mobiliser sur le marché financier de l'UEMOA. L'emprunt obligataire par appel public à l'épargne lancé le lundi 3 juillet à cet effet par le Trésor public malien sera clôturé le 14 juillet prochain.

ILS ONT DIT...

• « Mes cher(e)s compatriotes, ma décision longuement et mûrement réfléchie est de ne pas être candidat à la prochaine élection du 25 février 2024. Et cela, même si la Constitution m'en donne le droit ». **Macky Sall, Président de la République du Sénégal**, le 3 juillet 2023.

• « Tout livre considéré comme sacré par ses auteurs doit être respecté par respect pour ses croyants. La liberté d'expression ne doit jamais être utilisée comme une excuse pour mépriser les autres et permettre cela doit être rejeté et condamné ». **Pape François**, le 3 juillet 2023.

Donnez votre avis
sur Journal du Mali

RENDEZ-VOUS

6 - 16 juillet 2023 :

Biennale artistique et culturelle - Mopti

8 juillet 2023 :

Concert Mama le succès - Place du Cinquantenaire - Bamako

8 juillet 2023 :

Finale CAN U23 Maroc 2023

15 juillet 2023 :

Concert Ça me fait Farimanba - Palais de la Culture - Bamako

UN JOUR, UNE DATE

3 juillet 2021 : En Haïti, le Président Jovenel Moïse est assassiné par un commando dans sa résidence de Pétienville.



L'ancien ministre de la Justice du Mali, l'**avocat Me Mamadou Issa Konaté**, a été élu le lundi 3 juillet 2023, Président de l'Union Africaine Professionnelle (UAP) - Zlecaf.



Jean Messiha est visé par une plainte pour escroquerie en bande organisée et recel. L'homme politique français a lancé une cagnotte qui a atteint 1,4 million d'euros en soutien à la famille du policier qui a tué le jeune Nahel.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



À Sfax en Tunisie, **des migrants** sont pris pour cible depuis lundi 3 juillet après la mort d'un Tunisien suite à des heurts avec des subsahariens.

AVEC LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL, ASSIMI GOÏTA REPREND LA MAIN

Le Président de la Transition, Assimi Goïta a opéré un remaniement ministériel partiel le 1er juillet dernier, le premier depuis sa prise de fonction officielle le 7 juin 2021. Marqué par l'entrée de quelques-uns de ses proches collaborateurs mais aussi de technocrates, le nouvel attelage gouvernemental va faire sans plusieurs désormais anciens ministres issus du M5-RFP et proches du Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga.

MOHAMED KENOUVI

Le Colonel Assimi Goïta a pris tout le monde de court. Samedi 1er juillet, alors que les têtes et les esprits étaient encore dans la période festive de l'Aïd el Kébir et sur le départ de la MINUSMA, un remaniement ministériel partiel a été annoncé. Le décret N°2023-0363/PT-RM relatif à la composition du gouvernement, lu à la télévision nationale, a procédé à un réaménagement de l'équipe gouvernementale en poste depuis la « rectification » de la Transition en mai 2021. Sur 15 ministres concernés, 11, dont 4 femmes, sont remerciés, tandis que 4 restent, avec 3 permutations de portefeuilles et un ancien ministre délégué promu ministre.

Désaveu pour le Premier ministre ? C'est le M5-RFP, dont est issu le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, maintenu à la Primature, et ses proches qui font à la soupe à la grimace à l'issue de ce remaniement partiel. Les anciens ministres de l'Éducation nationale, Sidibé Ousmane Dédéou, de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi, et de la Formation professionnelle, Bakary Doumbia, du Travail, de la Fonction publique et du dialogue social, Aoua Paule Diallo, de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Wadidié Founé Coulibaly, de l'Environnement, de l'assainissement et du développement durable, Modibo Koné, de l'Urbanisme, de l'habitat, des domaines, de l'aménagement du Territoire et de la

population, Bréhima Kaména, et celui délégué auprès du ministre de la Santé chargé de l'Action humanitaire, de la solidarité, des réfugiés et des déplacés, l'Imam Oumarr Diarra, quittent le navire. Seul le ministre de la Refondation, chargé des relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga et Fatoumata Sékou Dicko, ministre déléguée en charge des Réformes politiques et institutionnelles sont maintenus. Pour certains analystes, ces nombreux départs du gouvernement des proches du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga fragilisent ce dernier, qui serait par ailleurs victime d'une tentative d'isolement de la part du Président et de son entourage. Mais pour Alexis Kalambry, journaliste et analyste politique, le Chef du gouvernement ne sort pas pour autant perdant de ce réaménagement, parce que certains de ses proches sont restés dans le nouvel attelage gouvernemental, qu'il pilote, même si son implication dans la formation de la



Le Président Assimi Goïta et quelques uns de ses proches collaborateurs qui font leur entrée au gouvernement.

n'est pas politiquement coloré et cela permet d'avoir la confiance des politiques pour les échéances futures », recentre-t-il. Mais pour un analyste politique qui a requis l'anonymat, c'est clairement un désaveu pour le Premier ministre. Selon lui, plus discret depuis son retour après son AVC, la composition du gouvernement isole Choguel Maïga et « sanctionne » de nombreux ministres, dont les résultats n'ont pas convaincu. Après avoir fait du ministre de l'Administration territoriale le Porte-parole du gouvernement puis l'avoir promu ministre d'État, le Président de la Transition s'affirme, si besoin en était,

dination des mouvements de l'Azawad, qui occupait le portefeuille ministériel de l'Industrie et du commerce et Harouna Mamoudou Toureh, de la Plateforme des mouvements du 14 juin d'Alger, qui était à la tête du département de la Communication, de l'économie numérique et de la modernisation de l'administration n'ont pas été reconduits. Quant à l'ancien porte-parole du MNLA, Mossa Ag Attaher, il quitte le département de la Jeunesse et des sports, de l'instruction civique et de la construction citoyenne pour celui des Maliens de l'Extérieur, tandis que Alhamdou Ag Ilyene, non issu des groupes signataires, mais réputé

REPÈRES

1er juillet 2023 : Remaniement ministériel partiel du gouvernement de transition

11 ministres et **1** ministre délégué remerciés

12 nouveaux ministres entrants

3 permutations

rés dans son équipe, le Président de la Transition, de son côté, s'est renforcé, avec la nomination au gouvernement de plusieurs de ses proches collaborateurs. Sur les 12 nouvelles personnalités entrant au gouvernement, au moins 5 collaboraient déjà avec le Colonel Assimi Goïta depuis le début de la Transition ou à partir de sa « rectification ». Le Colonel Assa Badiallo Touré, la nouvelle ministre de la Santé et du développement social, médecin-cardiologue de formation, était jusqu'à sa nomination Conseillère spéciale du Président de la Transition, chargée de ses œuvres sociales. C'est également le cas de l'experte-comptable Bintou Camara, ministre de l'Énergie et de l'eau, Conseil-

lère spéciale du Président de la Transition depuis juillet 2021 et de Bagayoko Aminata Traoré, ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle. Cette dernière, spécialiste de la promotion et du développement du secteur privé, était Chargée de mission Promotion et facilitation des investissements du secteur privé à la Présidence de la République jusqu'à sa nomination. Le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Amadou Sy Savané, et celui de l'Urbanisme, de l'habitat, des domaines, de l'aménagement du territoire et de la population, ingénieur des constructions civiles, Imrane Abdoulaye Touré, étaient de respectivement Chargé de mission au Secrétariat général de la Présidence et Conseiller spécial du Président de la Transition. En plus de ces nouveaux entrants dans l'Exécutif, le Colonel Assimi Goïta a gardé ses hommes de confiance aux différents ministères régaliens. Ainsi, les chefs des départements stratégiques de la Défense, des Affaires étrangères, de la Justice, de l'Administration territoriale ou encore de la Sécurité n'ont pas été touchés. Le cercle des Colonels de l'ancien CNSP, à l'intérieur ou en dehors du gouvernement, est également maintenu. « Je ne pense que ce soit un remaniement qui sous-entende un changement de stratégie, parce que la plupart des ministres aux postes-clés ou stratégiques du gouvernement ont gardé leurs portefeuilles », pointe d'ailleurs l'analyste politique Ballan Diakité.

Une équipe « dépolitisée » Lors de la « rectification » de la Transition, en mai 2021, le Colonel Assimi Goïta, passé de Vice-Président à Président de la Transition, ne pouvait pas totalement se dépar-

tir du M5-RFP, qui avait été écarté de la première phase de la Transition. Deux ans après, il a gagné en marge de manœuvre avec le nouvel attelage gouvernemental. Faisant d'une pierre deux coups, le Numéro Un de la Transition a pris le soin d'ôter toute connotation politique au gouvernement, en y faisant entrer plusieurs profils plus techniques, à quelques mois de la fin prévue de la période transitoire. « Au regard du contexte, on peut dire que ce remaniement ministériel a pour finalité de mettre en place une équipe gouvernementale de mission, qui aura principalement pour tâche d'organiser les prochaines élections législatives et présidentielle mais aussi de reconduire les réformes institutionnelles et politiques qui ont été initiées depuis le début de la Transition », souligne Ballan Diakité. Alexis Kalambry est du même avis. « Je pense que pour les échéances futures il est souhaitable que ce soit des personnes auxquelles on se fie plus, sans qu'elles appartiennent à des coteries », avance le Directeur de publication de Mali Tribune. Mais, pour certains, l'absence de figures politiques majeures dans la nouvelle équipe gouvernementale, en dépit de l'appel à un gouvernement d'union nationale lancé depuis un moment par une partie de la classe politique, est un nouveau signal envoyé par le Colonel Assimi Goïta.

« Le probable message est qu'il ne veut pas gouverner avec la classe politique traditionnelle et que si les politiciens maliens veulent reconquérir le pouvoir il faudra qu'ils se préparent à aller aux urnes », concluait un observateur de la scène politique malienne dans des propos diffusés le 3 juillet sur un média étranger. ■

3 QUESTIONS À



DR ABDOULAYE AMADOU SY

Président de la Coalition des Forces patriotiques (COFOP)

1 Quelle analyse faites-vous du remaniement ministériel du 1er juillet ?

De mon point de vue, ce remaniement était attendu après la campagne référendaire et la tenue du référendum. Mais c'est la manière dont cela a été fait qui a pris tout le monde de court. Sinon, le gouvernement qui était là était un gouvernement de combat qui n'avait pas besoin de beaucoup de grands spécialistes pour faire démarrer le changement mais de « combattants ». Pour moi il a atteint ses limites et il s'agit maintenant de faire exécuter les résultats engrangés. C'est donc bien d'avoir maintenant une nouvelle équipe avec de vrais gestionnaires.

2 Le Premier ministre est-il fragilisé ?

Je ne pense pas. Il faut voir les objectifs et non les individus, par rapport à ce que veut le peuple. Je connais très bien le Premier ministre, il est justement dans les objectifs. Il est resté, et le ministre de la Refondation est resté aussi. Cela veut dire que la refondation n'est pas remise en cause.

3 Quel impact ce réaménagement pourrait-il avoir sur les relations entre le Président de la transition et son Premier ministre ?

Selon moi, aucun. L'équipe qui est sortie est méritante mais la nouvelle est une équipe de mission qui doit nous amener à la fin de la transition. Le système qu'on a hérité de la France fait que le Premier ministre, non élu, est juste un coordinateur de l'équipe gouvernementale.

UNE ÉQUIPE DE PROCHES

Au travers d'un décret co-signé avec le Premier ministre Choguel Maïga, le président de la transition, le Colonel Assimi Goïta a procédé à un remaniement ministériel partiel le 1er juillet dernier. En plus de garder intact son cercle de l'ex-CNSP, plusieurs proches collaborateurs du chef de l'Etat font leur entrée dans la nouvelle équipe. Découvrons les dans l'infographie ci-dessous.

COL. ASSA BADIALLLO TOURÉ

Ministre de la Santé et du Développement social

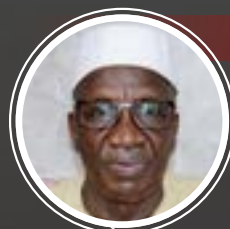
Médecin cardiologue de formation. Jusqu'à sa nomination, elle était conseillère spéciale du président de la transition, chargée de ses œuvres sociales.



AMADOU SY SAVANÉ

Ministre de l'Éducation nationale

Avant sa nomination, chargé de mission au Secrétariat général de la présidence du Mali depuis 2022, rapporteur adjoint de la Commission chargée de la finalisation du projet de Constitution de la République du Mali.



BINTOU CAMARA

Ministre de l'Énergie et de l'Eau

Expert-comptable. Conseillère spéciale du président de la Transition depuis juillet 2021 sur les questions énergétiques, elle prend en charge un département où les attentes sont grandes.



IMRANE ABDOULAYE TOURÉ

Ministre de l'Urbanisme de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population

Ingénieur des constructions civiles, Secrétaire général du ministère des Affaires foncières, de l'Urbanisme et de l'Habitat de 2020 à 2021, Conseiller spécial du président de la transition jusqu'à sa nomination.



BAGAYOKO AMINATA TRAORÉ

Ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Spécialiste de la promotion et du développement du secteur privé. Elle était chargée de mission Promotion et facilitation des investissements du secteur privé à la présidence de la République jusqu'à sa nomination.



AMADOU KEITA

Ministre des Mines

Réputé proche du président de la transition, il change de portefeuille. Jusqu'alors ministre de l'Enseignement supérieur, en froid avec les principaux syndicats, il va désormais gérer le ministère des Mines (détaché de l'Énergie et de l'Eau) alors que l'État souhaite reprendre la main sur ce secteur.



Source : Présidence et autres sources

Journal du Mali

Paru dans Journal du Mali L'Hebdo n°430 du 6 juillet 2023

CANAL+

FESTIVAL TOMBOLA

TENTEZ DE GAGNER

1 MOTO

TOUS LES JOURS

TOUTES LES CHAÎNES
CANAL+ OFFERTES PENDANT
30 JOURS
POUR TOUT REABONNEMENT
+ 2000 FCFA SEULEMENT



Offre valable du 01/07/2023 au 01/06/2024 pour tout réabonnement à votre formule. Pour 2000 francs de plus, bénéficiez des chaînes CANAL+ offertes pendant 30 jours. Si vous disposez déjà des chaînes CANAL+, bénéficiez de la formule supérieure pendant 30 jours. Participez à la tombola pour tout réabonnement, une moto à gagner chaque jour, supervisée par un faiseur de justice. Voir conditions de l'offre auprès de votre distributeur agréé.

UNE RENAISSANCE DU RPM EST-ELLE POSSIBLE ?

Orphelin de son fondateur, l'ancien Président Ibrahim Boubacar Keïta décédé en 2022, et de Moussa Timbiné et ses partisans, qui l'ont quitté en janvier 2023, le Rassemblement pour le Mali (RPM) se cherche une nouvelle voie, sur fond de tensions entre le Président Dr Bocary Tréta et ses partisans et le Secrétaire général Me Baber Gano.

ALY ASMANE ASCOFARÉ

Des sourires, des accolades et des poignées de main : les militants du RPM affichent un semblant d'unité. En ce samedi 1er juillet 2023, ils sont une centaine à se rassembler au siège du parti pour souffler la 22ème bougie de son existence. Le mot d'ordre du jour : « lancer un appel au grand rassemblement des militantes, militants et sympathisants du RPM pour un dialogue franc et constructif et pour le renforcement de l'unité et de la cohésion au sein du parti, pour faire face à l'avenir », selon les mots du Président contesté du parti, Bocary Tréta. En ce sens, dans une note du 11 juin dernier, les Secrétaires généraux ont réclamé « à l'unanimité » la tenue d'un Congrès extraordinaire en vue de renouveler le Bureau politique national et les Commissions statutaires du parti. « Cette décision historique, à haute portée politique, va nous offrir une opportunité de nous retrouver au sein de la famille RPM pour nous parler très fraternellement, avec humilité et sincérité. Nos responsabilités individuelles et collectives nous commandent la critique objective



Le Président du RPM, Bocary Tréta, lors de la célébration des 22 ans du parti a lancé un appel au rassemblement.

néral. Ce dernier et ses soutiens ont attaqué devant la justice la décision faisant du Dr Tréta le candidat naturel du parti à la présidentielle. Mais depuis que la Cour suprême a tranché, le 12 juin dernier, en faveur du camp Gano, les deux parties se montrent réconciliatrices.

bration des 22 ans du parti, tout comme celle de certains cadres qui le soutiennent, comme Issiaka Sidibé (l'ancien Président de l'Assemblée nationale) et Mamadou Diarrassouba (membre du CNT), « suscite toutefois des inquiétudes quant à la sincérité de ses propos », fait remarquer un membre de la section RPM de la Commune IV qui n'a pas souhaité être cité.

Ainsi, si dans les déclarations publiques les parties essayent de préserver un semblant d'unité, la discorde est profonde. Pour y pallier, les Secrétaires généraux du RPM entendent mettre en place « une Commission de bons offices composée de cadres du parti : Ousmane Koné, Cheick Abba Niaré et Bakary Issa Keïta, pour sauver la cohésion du parti », ont-ils indiqué dans un communiqué le 11 juin 2023. À l'issue des festivités de l'anniversaire du parti, le Président Tréta a également

EN BREF

RAS BATH : BIENTÔT DE NOUVEAU DEVANT LE JUGE

Mohamed Youssouf Bathily alias Ras Bath sera présenté devant le juge le 11 juillet prochain pour le délibéré de son procès. « Nous espérons que la justice va enfin trancher l'affaire, après le précédent renvoi », souhaite un membre du mouvement du chroniqueur, le Collectif pour le développement de la République (CDR). En prison depuis mi-mars, « le Guide » du CDR est accusé de « simulation d'infraction » suite à des accusations publiques concernant le décès de l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubeye Maiga, et aussi, depuis fin mars, de trois autres chefs d'accusation : « association de malfaiteurs contre autrui de 2023 jusqu'à 10 ans en arrière », « offense au chef de l'État de 2023 jusqu'à 10 ans en arrière » et « diffusion de paroles contre les mœurs du pays ». Il est poursuivi par le Procureur du Tribunal de la Commune IV, Idrissa Hamidou Touré, qui a requis trois ans de prison contre lui. En protestation contre son arrestation, le détenu a lui aussi porté plainte le 29 mai dernier contre le Procureur Touré, qu'il accuse de « forfaiture, de simulation d'infraction, d'arrestation illégale et de séquestration ». ■ A.A.A

promis de se rendre chez « ses frères et camarades politiques en vue de rassembler la grande famille RPM ». Toutefois, l'avenir du RPM semble s'écrire en pointillés. Ni le Dr Tréta, ni Me Gano ne sont taillés, selon certains observateurs, pour conduire le parti vers les prochaines élections. Leur manque de charisme est souvent pointé du doigt et à l'interne les violons ne s'accordent pas. Au-delà de la guéguerre intestine, le parti doit aussi se départir de la mauvaise image et du bilan jugé peu reluisant de son défunt Président auprès de nombreux Maliens. ■

Je me dois, pour la mémoire du défunt Président, de sonner la remobilisation.

et l'autocritique constructive », a déclaré Dr Tréta. Les Secrétaires généraux ont sollicité, aussi et surtout, d'entamer le processus de relecture des Statuts et Règlement intérieur du RPM en prenant en charge la question de la désignation du candidat du parti à l'élection présidentielle. Ce dernier point est la principale cause de la crise que le parti connaît depuis le mois de janvier 2022, avec une lutte des clans entre le Président Bokary Tréta et Me Baber Gano, le Secrétaire gé-

Remobilisation « En tant que Secrétaire général, si je ne sonne pas la remobilisation, je serais indigne de mes fonctions. Je suis un Secrétaire général mis en place par la confiance du Président feu Ibrahim Boubacar Keïta. Je me dois, pour la mémoire du défunt Président, de sonner la remobilisation. Je ne suis pas un facteur de division et ceux qui m'entourent ne le sont pas non plus », a précisé Me Baber Gano lors d'une conférence de presse le 14 juin 2023. Son absence à la célé-



ABDOUL AZIZ DICKO

« Les populations de Gabéro ne dorment que d'un œil »

Boya, Gaïna... Des localités de la commune de Gabéro, dans la région de Gao, font l'objet de violences sans précédent dues à des attaques terroristes depuis fin juin. La situation, selon des sources locales, a conduit à la mort d'une dizaine de civils et au déplacement massif d'autres. Face à la gravité de la crise, les populations locales se mobilisent. Entretien avec Abdoul Aziz Ammara Dicko, Président de l'Association des ressortissants de Gabéro.

ALY ASMANE ASCOFARÉ

Comment expliquez-vous ces attaques contre les populations civiles des localités de Gabéro ?

Il s'agit d'une progression de la menace terroriste. Le cercle d'Ansongo en est déjà victime depuis des mois. Aujourd'hui, c'est Gabéro, et demain, je touche du bois, une autre localité autour de Gao. Gabéro est depuis quelques années victime du terrorisme et de l'extrémisme violent, qui se manifestent par le paiement d'une

zakat imposée par tête de vache, des enlèvements de troupeaux, des attaques récurrentes sur les personnes, des enlèvements et destructions de biens, etc. Il convient de rappeler que ce n'est pas la première fois que des habitants du cercle de Gabéro paient de leur vie les agissements barbares des groupes armés terroristes. Il y a eu Zinda, Kardjimè, Gargouna, Dawoga, etc. Mais c'est la première fois qu'il y a un si grand nombre de victimes (une quinzaine) résultant en un déplacement massif des populations de la partie sud de la commune.

Quelle est la situation aujourd'hui dans la commune ?

La situation est critique. Les populations de Gabéro ne dorment que d'un œil.

Quelles sont les initiatives que vous avez prises pour trouver une solution à cette situation ?

Dès que nous avons pris connaissance des faits, nous nous sommes réunis pour réfléchir aux dispositions à prendre. Dans ce sens, nous avons mis en place à Bamako une cellule de crise et des commissions de travail. À Gao, les ressortissants se sont aussi organisés en commission, sous le leadership du maire de la commune rurale de Gabéro. Cette commission s'évertue déjà à organiser les déplacés et à coordonner l'aide et l'assistance éventuelles à leur apporter. Nous avons aussi alerté les autorités et informé les médias.

Bénéficiez-vous de l'appui des autorités ?

Pour le moment, tout est fait par les ressortissants. L'appareil de l'État étant lourd, il n'est pas facile de le mettre en mouvement en si peu de temps. Nous osons espérer qu'il viendra en aide à ces populations désemparées en leur offrant des conditions décentes de vie à Gao, mais surtout en prenant les dispositions nécessaires pour un retour rapide des déplacés dans leurs terroirs. ■



COMMENT PARTAGER ÉQUITABLEMENT LES RESSOURCES MINIÈRES

Les mines constituent un secteur stratégique qui continue d'être au cœur des préoccupations. Caractérisé par un fort potentiel et des atouts importants, il fait néanmoins face à des défis, dont celui du partage des ressources. Une problématique au centre du colloque organisé par le Centre d'études et de réflexion au Mali (CERM), les 3 et 4 juillet 2023.

FATOUmata MAGUIRAGA

« L'État n'a pas jugé intéressant de faire produire par ses structures dédiées les informations statistiques qui permettent de prendre des bonnes décisions dans le secteur minier », a déclaré d'emblée Abdoulaye Chaka Bagayogo, économiste. Cette absence de données fiables est l'une des caractéristiques du secteur, surtout en ce qui concerne l'exploitation artisanale de l'or. Ses conséquences sont le manque de précision sur le nombre d'orpailliers, leur production et les impacts économiques, environnementaux et sociaux de l'orpaillage. Or, a poursuivi M. Bagayogo, pour des raisons autres qu'économiques il est indispensable que l'État et les acteurs disposent d'informations pour prendre des décisions. Car sans informations on évolue dans un flou total. La réalité est que des « centaines de sites » sont exploités de façon illégale et anarchique. Une véritable exploitation industrielle menée souvent par des étrangers, en dehors de tout contrôle. Ni la localisation précise, ni la quantité qu'ils exportent, encore moins les dégâts environnementaux qu'ils causent ne sont connus. Une véritable catastrophe pour les communautés riveraines, qui, sans ressources, seront confrontées à la gestion des désastres constatés. Un véritable problème de sécurité auquel il faut s'attaquer en urgence, a prévenu l'économiste. À ce titre, les efforts déployés jusque-là peuvent paraître bien dérisoires. Surtout si ceux qui doivent s'attaquer à ce problème dans la chaîne de commandement sont corrompus, a déploré M. Bagayogo. Si l'audit minier, dont « tout le



Durant le colloque, des spécialistes de divers horizons ont échangé à Bamako sur les questions liées aux mines.

monde attend impatiemment les résultats », qui concerne le secteur industriel, peut aider à avoir plus de lisibilité, il ne permet pas cependant de cerner l'orpaillage où se posent les problèmes les plus urgents.

Profiter davantage de l'exploitation Pour bien profiter des retombées du secteur, l'État doit mettre en œuvre les recommandations systématiques faites depuis 10 ans, suggèrent les acteurs. Il faut mettre fin à l'exploitation illégale, qui constitue une menace sécuritaire grave. Avec une production estimée à 6 tonnes par an, l'orpaillage fait travailler des centaines de milliers de Maliens sans que l'État n'ait aucune visibilité. Pire, des sociétés qui ne sont ni immatriculées, ni titulaires de permis exportent de l'or. Un vrai scandale et un manque à gagner important rappelés dans plusieurs recommandations. L'état des lieux des ressources minérales du Mali fait ressortir une quarantaine de substances environ, dont 1/3 sont en exploitation, et l'or représente 95% de ces ressources, selon Mahamadou Camara, de la Direction nationale de la Géologie et des mines. Les principales zones sont la région de Kayes, d'où vient 78%

de l'or industriel, et la région de Sikasso, avec 22%. De 1960 à maintenant, 6 Codes ont régi le domaine minier et l'exploitation a connu une progression régulière. Des projets importants sont en cours de développement pour l'or, le fer et le lithium, devenu stratégique.

Gérer la « Lune de miel » Le secteur minier malien change, avec beaucoup de nouvelles décisions prises et des découvertes importantes, comme celles du lithium, estime Oumar Baba Sy, ingénieur minier, « mais il faut savoir gérer ces questions parce que profiter de ressources aussi stratégiques demande d'être précis ». Sur les documents que l'on signe et les décisions que l'on prend, par exemple. Pour affronter ces défis, le secteur doit s'adapter. Le Mali est un grand pays d'or, mais toutes les ressources « ne doivent pas être traitées de la même manière ». Il faut « gérer la Lune de miel entre le Mali et le lithium », suggère M. Sy. Les lois et les expertises doivent s'adapter à cette chaîne de valeur, qui n'est pas aussi linéaire que celle de l'or. Parce que les expertises et les acteurs sont différents.

Le deuxième défi du secteur minier est celui de la formation professionnelle. Il faut plus de métallurgistes, d'ingénieurs chimistes, d'ingénieurs

EN BREF

PAIEMENT NUMÉRIQUE: VISA ET GIM UEMOA S'ASSOCIENT

Visa et GIM UEMOA annoncent un partenariat pour développer GIM Pay, un système destiné à innover dans le monde des paiements digitaux dans la zone UEMOA. Visa est le leader mondial des paiements digitaux et GIM UEMOA est chargé du système monétique interbancaire de l'UEMOA. Le partenariat ainsi noué vise à améliorer l'accessibilité, la sécurité et l'efficacité des paiements électroniques, grâce à de nouveaux usages adaptés à la région ouest-africaine. Le nouveau partenariat permettra aux clients de la sous-région de bénéficier de solutions interopérables et de fonctionnalités avancées, telles que les transferts d'argent instantanés ou encore les paiements en ligne. Les deux partenaires s'engagent également à développer la stratégie de croissance des Fintech dans l'UEMOA. L'objectif est d'accroître l'inclusion financière des populations, de faciliter l'utilisation des services numériques et de réduire la dépendance aux paiements en cash. ■ F.M

AMI Accompagner et rassurer les patients

Traoré Aminata Hagge est diplômée en Management. Après une expérience en hôtellerie et tourisme, puis comme fonctionnaire des Nations unies, elle décide de créer AMI (Assistance médicale internationale), pour faciliter les évacuations sanitaires et servir de trait d'union entre les patients et le corps médical, en 2015. Désormais, la structure assiste aussi à l'interne les patients dans leur parcours médical.

Avec un parent malade évacué, Aminata passe trois mois à l'extérieur et apprend beaucoup en matière de soins. Entrepreneure aguerrie depuis ses 15 ans, elle décide de mettre en place une structure dédiée à la prise en charge des évacuations à l'extérieur. Parce que « souvent, dans certains pays, sans guide et sans référence », les patients se confient à des personnes non qualifiées, avec des risques d'être exposées à de mauvaises pratiques. AMI travaille en partenariat avec une structure tunisienne chargée de l'accompagnement des patients et avec un médecin

coordinateur qui, après étude du dossier, réfère le malade vers le médecin indiqué. Si le business est à but lucratif, il est surtout destiné « à sauver autant de vies que possible », explique la promotrice. Parce que dépenser pour se faire soigner n'est pas grave, mais se retrouver avec un mal plus grave ou perdre un organe est pire.

Soins à domicile L'autre aspect de l'activité d'AMI est le service à domicile. Il s'adresse à des personnes, généralement âgées, qui souhaitent une prise en charge médicale à la maison. Les hôpitaux sont souvent sa-



ASSISTANCE MÉDICALE À DOMICILE AU MALI ET À L'ÉTRANGER

L'entreprise présente plusieurs offres médicales.

turés et il faut souvent parcourir des distances importantes et se rendre à différents endroits pour diverses analyses. Pour répondre aux besoins de ces personnes, dont la mobilité est souvent réduite, l'entreprise a recruté des infirmiers qu'elle a formés en « Home nursing ». En plus d'aider le patient dans son parcours médical, elle suit

le protocole du médecin traitant et apporte les premiers soins en cas d'urgence.

Les prestations varient en fonction des services et les offres sont appréciées par les patients, qui ont souvent besoin d'une personne de confiance dans leur parcours de soins. ■

F.M

MIKADO FM

La radio qu'on aime!

BAMAKO 106.6 FM
MOPTI 91.8 FM TOMBOUCTOU • BER 92.6 FM GAO • MÉNAKA • KIDAL • TESSALIT 94 FM

SINANKOUYA : LES ORIGINES D'UN PACTE SOCIAL

Pratique sociale très ancrée en Afrique de l'Ouest, le Sinankouya est une sorte de pacte de non-agression instauré entre différentes composantes de la société. Même s'il existe plusieurs théories sur son origine, son but est de faciliter la cohésion et le vivre ensemble.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Au Mali, le Sinankouya demeure un facteur de cohésion essentiel entre les communautés.

Il y a une large littérature sur l'origine du Sinankouya. « Même pour l'étymologie, il existe plusieurs versions », explique le Dr Fodé Moussa Sidibé, sociologue. Mais au-delà de l'appellation et de l'étymologie, il s'agit du fait et de son fonctionnement. Le premier type de Sinankouya a existé entre Kakolo et Soninké, deux peuples qui se sont d'abord fait la guerre pendant des années. Finalement, pour pouvoir vivre ensemble, ils ont adopté ce système de cousinage pour mettre fin à ce cycle infernal. Les deux peuples s'étant dispersés, les groupes qui se sont installés ailleurs ont perpétué le Sinankouya pour éviter les guerres fratricides les ayant opposés par le passé.

Ils ont donc, par ce moyen sûr, évité la confrontation et renforcé le vivre ensemble. Le Sinankouya existe entre des villages différents, des ethnies différentes et des patronymes différents. Le phénomène s'est étendu à toute l'Afrique

Le Sinankouya existe entre des villages différents, des ethnies différentes et des patronymes différents.

de l'Ouest et tous ceux qui se sont installés dans le Mandé l'ont donc adopté. Entre Dogons et Bozos, entre Dogons et Touaregs, entre Malinkés et Soninké, etc, ce principe permet de désamorcer bien de crises.

Pacte social Une autre dimension du Sinankouya est le Djo, qui lui ressemble mais ne l'est pas. Entre Peulhs et Forgerons, le Djo ou serment de sang induit le Sinankouya, mais il est plus fort. Il comporte aussi l'interdiction du mariage entre ces deux groupes et entre les Dogons et les Bozos. Car le Djo induit l'interdiction de faire couler le sang de l'autre. Ce pacte est si fort que même si l'un voit le sang de l'autre, il doit « payer » pour ne pas subir le même sort.

« Dans le contexte actuel, nous avons tout intérêt à garder ce symbole social pour gérer notre vie commune », suggère le Dr Sidibé. Parce qu'il permet de briser les barrières et de renforcer les interdits sociaux, ce qui permet le vivre ensemble dans la joie. Le « Sinankouya est l'huile dans le moteur social », capable de décrire la situation

et d'instaurer le respect, pour signifier que « nous sommes les mêmes ». Mettre en valeur le Sinankouya peut contribuer à renforcer les liens sociaux et à en fixer les limites. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

BANKASS : REGAIN DE VIOLENCE

Le chef de village d'Ogossagou, cercle de Bankass, a été assassiné par un homme armé non identifié. Une information relayée par Studio Tamani, qui précise que c'était le 1er juillet 2023. Toujours selon ce média, l'homme a été tué par balles aux environs de 14 heures. Les enquêtes en cours devront permettre de mettre la main sur le coupable. Dans la même journée, des individus armés ont également attaqué le village de Tianama, commune de Soubala, toujours dans le cercle de Bankass, aux environs de 20 heures. L'attaque a fait un 1 mort et 5 blessés, transférés au CSRéf de Bankass. La veille, une moto avait explosé sur un engin improvisé et occasionné 2 morts dans la même localité. Un regain de violence qui interpelle et inquiète les populations de cette commune meurtrie par les actes de violence récurrents. ■

F.M

EN BREF

EAU POTABLE : LA MOITIÉ DE LA POPULATION N'Y A PAS ACCÈS



La moitié de la population mondiale n'a toujours pas accès à l'eau potable et à l'assainissement (WASH). Cet accès aurait permis d'éviter 1,4 million de décès en 2019, selon un rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Des progrès inégaux et insuffisants, note la Directrice du département de l'Environnement, du changement climatique et de la santé de l'OMS. Le rapport, intitulé « Charge de morbidité attribuable à l'eau, l'assainissement, l'hygiène insalubres », présente une mise à jour des données de 2019 pour 183 États membres, basée sur des chiffres sur la diarrhée, les infections respiratoires aiguës, la dénutrition et les helminthiases transmises par le sol. Les maladies diarrhéiques sont responsables de la majeure partie de ces cas, avec plus d'un million de décès. Des disparités importantes sont à noter entre régions et groupes de revenus. Plus des trois quarts de tous les décès attribuables à l'eau, l'assainissement et l'hygiène insalubres sont survenus dans les régions d'Afrique et d'Asie du sud Est, alors que 89% des décès intervenaient dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur. Les impacts de l'eau, l'assainissement et l'hygiène sur la santé sont grands et vont au-delà, pour atteindre le mental et le bien-être social. En outre, le changement climatique risque d'exacerber les nombreuses maladies et risques liés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène insalubres, qui ne sont pas entièrement pris en compte dans les estimations actuelles. ■

F.M

EN AFRIQUE DU SUD, L'OPPOSITION FAIT BLOC CONTRE L'ANC

L'ANC, parti historique en Afrique du Sud, au pouvoir depuis trois décennies, va faire face à une opposition unie, qui s'est fixé comme seul objectif de l'évincer.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le chef de l'alliance démocratique, principal parti d'opposition, John Steenhuisen veut faire tomber l'ANC.

Le 3 juillet, 7 partis se sont rassemblés pour former une coalition anti-ANC, en vue des élections de 2024. « Pour la toute première fois depuis 1994, le parti au pouvoir devrait perdre sa majorité », ont déclaré dans un communiqué commun les partis réunis derrière le premier mouvement d'opposition, l'Alliance démocratique (DA). « Les élections de 2024 offrent une occasion sans précé-

dent au peuple sud-africain d'élire un nouveau gouvernement, capable de sortir notre pays des multiples crises auxquelles il est confronté », ont-ils ajouté, en référence au climat économique et social difficile en Afrique du Sud. Le Congrès national africain (ANC) recule dans les urnes depuis une dizaine d'années. Le parti de Nelson Mandela fait face à un mécontentement grandissant, nourri par

un chômage endémique, des inégalités toujours plus grandes et une grave crise de l'électricité. Les coupures de courant irritent une grande partie de la population. Le gouvernement a promis le 2 juillet dernier que le pays se rapprochait d'une journée sans coupures, sans toutefois donner d'échéance. En dépit des critiques, le Président Cyril Ramaphosa a été reconduit à la tête de l'ANC en décembre. Le chef d'État de 70 ans est assuré d'un deuxième mandat en cas de victoire de son parti. Le week-end dernier, M. Ramaphosa a été exonéré dans un rapport de la Médiatrice de la République des accusations criminelles portées contre lui au sujet de la dissimulation présumée du vol d'importantes sommes en devises perpétré en 2020. L'opposition a très largement critiqué les conclusions de ce rapport, qu'elle juge biaisé. Même si elle a fait voix commune à ce sujet, pour plusieurs observateurs il sera difficile de renverser l'ANC. Même si certains sondages prévoient un score sous les 50% pour ce parti l'an prochain, l'opposition peine à dépasser les 20%, selon les médias locaux. En sus, le troisième parti du pays, les Combattants de la liberté économique, ne fait pas partie de la coalition des opposants. Une absence qui fragilise pour l'heure la coalition. Les chefs des différents partis doivent se réunir à Johannesburg les 16 et 17 août pour discuter de la stratégie à mettre en place en vue des échéances électorales à venir. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

MEXIQUE : PLUS DE 100 MORTS DUES À LA CANICULE

Un total de 104 personnes sont mortes au Mexique entre le 12 et le 25 juin, en raison d'une vague de chaleur extrême qui a frappé le nord désertique et la capitale. Selon un rapport du ministère de la Santé, la plupart des décès ont été causés par des coups de chaud ou des déshydratations. Le plus grand nombre de victimes a été enregistré dans l'État industriel du Nuevo Leon. Quelque 64 personnes ont perdu la vie en raison des conditions climatiques dans ce territoire du Nord-Est, situé à la frontière avec le Texas. Il s'agit du troisième épisode de canicule qui touche le pays depuis le début de l'année 2023. Un record de 49°C a été enregistré fin juin dans l'État de Sonora, rapporte également le gouvernement. À cette époque de l'année, les températures moyennes oscillent entre 30 et 45°C au Mexique. Une nouvelle vague de chaleur pourrait toucher le pays à compter du 1er juillet, selon les autorités. ■

B.S.H

Suède L'autodafé du Coran suscite toujours l'indignation

Après l'indignation du monde musulman, le gouvernement suédois a finalement condamné dimanche l'incendie d'un Coran devant la mosquée principale de Stockholm, le qualifiant d'acte « islamophobe », même s'il a rappelé par la suite que la Constitution suédoise garantissait la liberté d'expression. La police suédoise avait rejeté plusieurs demandes récentes de manifestations « anti Coran », mais les tribunaux ont annulé ces décisions, affirmant qu'elles portaient atteinte à la liberté d'expression. Ce mardi, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a annoncé qu'il allait tenir un débat urgent cette semaine sur la question, à la demande du Pa-

kistan. Après l'autodafé, des pays comme l'Irak, le Koweït, les Émirats arabes unis, le Maroc ou encore l'Arabie Saoudite ont convoqué les ambassadeurs suédois en signe de protestation. L'Organisation internationale de la Coopération islamique (OCI), qui regroupe 57 pays, a appelé à éviter que des exemplaires du Coran ne soient à nouveau brûlés. Elle a exhorté ses États membres à « prendre des mesures collectives pour empêcher que des profanations d'exemplaires (du Coran) se reproduisent ». Dans un entretien à un journal émirati publié le 3 juillet, le Pape François a aussi condamné l'acte, appelant au respect des croyances. ■

CHAMPIONNAT NATIONAL : LA DERNIÈRE LIGNE DROITE

À deux journées de la fin du championnat, la course au titre bat son plein, avec deux équipes qui luttent au coude à coude.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



La lutte pour le titre fait rage entre le Djoliba AC et l'AS Réal de Bamako.

Le championnat national a très souvent ces dernières années ressemblé à un chassé-croisé entre le Djoliba AC et le Stade Malien de Bamako. Mais ce dernier, embourbé dans des problèmes internes, peine à retrouver son élan et n'est pas dans la course. Toutefois, les

Blancs pourraient bien jouer les arbitres en cette fin de saison et donner à un coup de pouce à leur rival honni du Djoliba AC. Les Rouges de Bamako sont actuellement 2èmes du championnat avec 53 points, 3 de moins que le leader, l'AS Réal de Bamako. Seule équipe malienne engagée cette

saison en compétition africaine (mais éliminé dès le 1er tour), l'AS Réal affronte ce jeudi dans un match décisif le Stade Malien. À la même heure, le Djoliba AC défie la surprenante et teigneuse équipe de Binga FC. Une victoire de l'AS Réal couplée à un résultat nul ou à une défaite du Djoliba lui assurerait le titre. Avec une seule journée à disputer avant de boucler le championnat, les Scorpions ne pourraient plus être rattrapés. Par contre, une défaite ou un résultat nul les mettraient en danger. Un résultat positif du Djoliba donnerait à la dernière journée une saveur très particulière. Une finale à distance avec le club de Hèrèmakono, qui a un match facile sur le papier, confronté au Yeelen Olympique, pire équipe de la saison. De son côté, l'AS Réal affrontera l'AS Black Stars, actuellement 13ème sur les 16 qui composent le championnat. Les rencontres de ce jeudi seront donc décisives pour le sprint final.

Ménage à trois En cas de sacre, l'AS Réal confirmerait, si besoin en était encore, sa position de 3ème grand club au Mali, derrière le Stade malien et le Djoliba AC. Ce serait le 7ème sacre de ce club mythique, le 1er en 3 décennies. L'AS Réal est le seul club malien à avoir glissé son nom au palmarès du championnat national à côté des frères ennemis. Avec notamment une décennie dorée dans les années 80, avec 5 titres. Mais, depuis 1992, le Djoliba et le Stade Malien trustent les sommets et se partagent le championnat. Une domination rouge et blanche à laquelle les « Réalistes » veulent ajouter une touche de noir. ■

Hors-jeu La FIFA va expérimenter une nouvelle règle

Alors que le hors-jeu semi automatique a été testé lors de la dernière Coupe du monde et est voué à être mis en place, la FIFA envisage d'adopter une nouvelle règle, d'après le média brésilien DirecTVSports. Selon ses informations, l'instance du football mondial souhaiterait qu'un hors-jeu ne soit sifflé que lorsque la totalité du corps de l'attaquant l'est. Un joueur dont une petite partie du corps serait couverte pourrait filer au but. Cela serait un énorme changement puisque actuellement un orteil hors-jeu suffit à l'arbitre de touche pour lever son drapeau ou à la VAR pour annuler le but. Cette phase de test aurait lieu dans un premier temps dans les catégories jeunes en Suède, de même qu'en Italie et aux Pays-Bas. Souvent décriées pour des hors-jeu de quelques millimètres, les nouvelles règles des positions illicites dans le football ne font pas l'unanimité. Celle-ci devrait également faire débat. ■ **B.S.H**



CARTONS DE LA SEMAINE

L'actuel coach de Fluminense, **Fernando Diniz**, va devenir sélectionneur intérimaire du Brésil pendant un an. Le technicien carioca conservera ses fonctions en club et aura une double casquette. Le Brésil n'avait plus d'entraîneur depuis le départ de Tite après l'élimination en Coupe du monde face à la Croatie.

Un magistrat brésilien a condamné la star brésilienne du football **Neymar** à une amende de 3,3 millions de dollars pour avoir construit un lac artificiel dans son manoir de la banlieue de Rio de Janeiro sans permis environnemental, ont annoncé les autorités le lundi 3 juillet.

L'HÉRITAGE (TYEN) : POUR LES DROITS SUCCESSORAUX DES FEMMES

C'est à sujet hautement sensible au Mali qu'ont décidé de s'intéresser WILDAF - Mali et le Fonds Africain pour le Développement de la Femme (AWDF) : le difficile accès à l'héritage des femmes et des filles. À travers un documentaire de 70 minutes réalisé par le cinéaste N'Golo Diarra, les deux organisations s'attellent à lutter contre ce phénomène.

ALY ASMANE ASCOFARÉ



L'affiche du film qui traite de l'épineuse et sensible question de l'accès à l'héritage des femmes et filles

10 ans de procédures judiciaires, de persécutions et de menaces de mort : c'est ce qu'ont subi Awa Traoré, la cinquantaine, et ses deux filles pour bénéficier de 40% de l'héritage de leur défunt mari et père. « Ce qui n'est pas admissible dans un pays qui se dit respectueux des droits humains », déplore la veuve. Tout comme elle, Madame Diamoutene, une veuve de 58 ans, femme d'un célèbre

speaker de la télévision nationale malienne, se bat depuis 10 ans pour mettre la main sur les papiers de son défunt mari afin de régulariser sa situation et celle de ses 11 enfants, pour pouvoir, dit-elle, toucher sa pension de retraite, avoir le titre de propriété de sa maison et accéder au capital décès de son conjoint décédé. « Mais, face à la faiblesse de la justice, le petit frère du défunt, en complicité avec

un avocat, a confisqué et bloqué tous les papiers de la famille. Cela a privé la veuve Diamoutene et ses enfants, de la masse successorale du défunt ainsi que d'autres avantages, dont la protection sociale », relate-t-on dans le documentaire. Les témoignages des femmes, au nombre de quatre dans le film, sont presque similaires : la plupart ont été victimes de spoliation de tous leurs biens par leur belle-famille après le décès de leur mari. « C'est pour apporter notre contribution à la lutte quotidienne de ces braves dames dans la recherche de leurs parts d'héritage et leurs droits successoraux que nous avons décidé de réaliser ce documentaire », explique le réalisateur N'Golo Diarra.

Il s'agit, entre autres, de donner la parole aux femmes « afin que le grand public soit informé de leurs souffrances », de contribuer au débat sur le sujet de l'héritage des femmes, « pour une prise de décision sur les questions successorales de la femme et de la fille », et de faire un traitement artistique « d'un sujet de société complexe et souvent mal interprété et mal compris ». Des religieux (chrétien et musulman), des hommes de droit, des traditionalistes et des organisations de la société civile spécialisées dans la défense des droits de la femme interviennent dans le film pour appuyer le plaidoyer. ■

INFO PEOPLE

FATOUMATA DIAWARA : EN TÊTE DU PALMARÈS TWMC

L'artiste malienne Fatoumata Diawara a pris lundi la première place du palmarès Transglobal World Music Chart (TWMC) pour juillet 2023. C'est grâce à « London Ko » l'album de l'auteure-compositrice sorti le 12 mai 2023. Un mélange entre traditions africaines et sonorités occidentales dans lequel elle est restée fidèle à son engagement social. Le Transglobal World Music Chart (TWMC) est un réseau de journalistes, critiques, écrivains et DJs... spécialisés dans les musiques du monde et provenant de tous les continents. Il produit un classement mensuel et aussi un classement annuel, selon des critères de qualité, en sélectionnant les meilleurs albums récents de musiques du monde entier.

50 CENTS : BIENTÔT DES ADIEUX À LA SCÈNE

Le rappeur américain lancera le 7 juillet sa dernière tournée avant de se consacrer à d'autres activités. « Je ne pouvais plus le faire comme ça », a-t-il confié à l'AFP. La légende dit vouloir tourner la page. « Mes activités de producteur de films et de shows TV ne me le permettent plus », livre l'artiste, qui fêtera ses 48 ans ce jeudi. À cet effet, Curtis Jackson, de son vrai nom, va profiter des 20 ans de son album phénomène Get rich or die tryin (« Deviens riche ou meurs en essayant »), pour organiser une ultime tournée qui passera par les États-Unis, l'Europe, le Royaume-Uni puis l'Océanie.

Journal du Mali

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journalumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journalumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Idelette BISSOU - Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUVI - Fatoumata MAGUIRAGA - Aly Asmane ASCOFARÉ

Stagiaire : Hawa TOUMAGNON

Photographie : Emmanuel B. DAOU

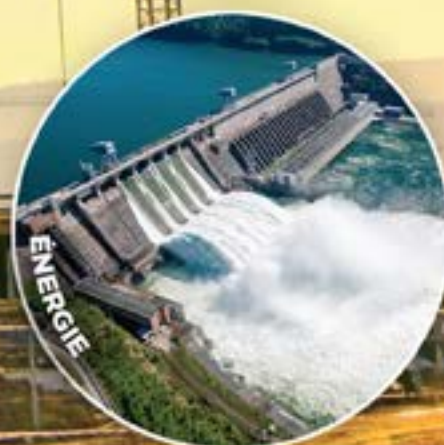
Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : + 223 44 90 26 40
www.journalumali.com
contact@journalumali.com

Emprunt obligataire par appel public à l'épargne
"ETAT DU MALI 6,5% 2023-2030"

ENSEMBLE CONSTRUISONS LE MALI DE DEMAIN

SOUSCRIPTION DU 03 AU 14 JUILLET 2023

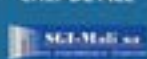


Date de jouissance : **21 juillet 2023**

ÉMETTEUR



CHEF DE FILE



CO-CHEF DE FILE



MONTANT
**100
MILLIARDS
FCFA**

TAUX
6,5%

DURÉE
7 ans

DIFFÉRÉ DE
3 ans

SYNDICAT DE PLACEMENT : AFRICA BOURSE - AFRICAINE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION - BIC FINANCIAL SERVICES - SGI BÉNIN - UNITED CAPITAL FOR AFRICA - CORIS BOURSE - SBIIF - SA2IF - BOA CAPITAL SECURITIES - AFRICAINE DE BOURSE - NSIA FINANCE - ATLANTIQUE FINANCE - BICI BOURSE - BNI FINANCE - EDC INVESTMENT CORPORATION - HUDSON & CIE - PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT - SOGEBOURSE - BRIDGE SECURITIES - BSIC CAPITAL - MAC AFRICAN SGI - SIRUS CAPITAL - SGI MALI SA - CIFA BOURSE - GLOBAL CAPITAL - SGI NIGER - ABCO BOURSE - CGF BOURSE - EVEREST FINANCE - IMPAXIS SECURITIES - FINANCE GESTION ET INTERMEDIATION (FGI) - INVICTUS CAPITAL FINANCE - SGI TOGO

Cette opération a été enregistrée par l'AMF-UMOA sous le numéro EE/23-14 du 29 juin 2023.